

INTERVENTION MILITAIRE AU MALI

La communauté internationale hésite

Sur le pied de guerre, depuis quelques jours déjà, les troupes de la Cédéao doivent encore patienter avant de pouvoir éventuellement intervenir dans le nord du Mali. Conditionné par la couverture internationale, une résolution onusienne, l'accord passé entre Bamako et la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest ne pourra connaître un prolongement pratique avant, au moins, une semaine.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - En dépit d'un forcing français, l'Assemblée générale de l'ONU n'a rien précipité. La réunion sur le Sahel et le Mali, tenue en marge de la grande plénière onusienne, n'a pas vu ses débats dominés par les hérauts va-t-en-guerre. Même les Américains, à qui colle la réputation de faucons, avancent de manière prudente.

La chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, a plaidé pour une plus large concertation régionale et internationale, étant donné les défis complexes et interconnectés qui caractérisent la crise malienne.

Même le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avance d'un pas pesé, appréhendant, à juste titre, les graves conséquences humanitaires, y compris des déplacements de populations que pourrait générer une intervention militaire au Mali.

«J'ai l'intention de nommer un envoyé spécial pour le Sahel», a affirmé Ban Ki-moon.

Au niveau africain, hormis la Cédéao, excitée par la perspective d'un exercice militaire dans le territoire de l'Azawad, dès le début de la crise malienne, et l'Afrique du Sud qui s'est déclarée favorable à une participation à l'effort militaire mais pas avant d'épuiser toutes les voies de solution pacifiques, le reste des Etats d'Afrique plaident toujours pour une solution politique.

En première ligne, les pays du champ qui subiront inéluctablement les conséquences d'une intervention militaire étrangère dans l'Azawad, un territoire sur lequel Aqmi et d'autres organisations islamistes extrémistes ont fait main basse.

L'Algérie, qui milite pour une solution politique négociée, a eu l'opportunité de rappeler sa position lors de la réunion sur le Sahel et le Mali.

Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, a évoqué les trois axes fondamentaux sur lesquels



Photo : DR

Un territoire sur lequel Aqmi a fait main basse.

devra s'articuler la solution à la crise. D'abord que les Maliens soient les premiers acteurs, ensuite que la communauté internationale tienne compte non seulement de la volonté des Maliens eux-mêmes mais aussi des intérêts de sécurité nationale des pays du champ voisins et qu'enfin la supervision et la coordination soient dévolues à l'Union africaine.

La solution politique négociée, l'Algérie la souhaite dans

les meilleurs délais. Une position qui ne plaît pas au pouvoir de Bamako et de la Cédéao qui exhortent le Conseil de sécurité de l'ONU à délibérer rapidement dans le sens de l'autorisation de l'intervention armée dans le nord du Mali.

Une intervention, au demeurant, préparée depuis plusieurs mois. Bamako et la Cédéao comptent le soutien franc de la France qui, même si elle exclut une participation à l'effort de

guerre par l'envoi de troupes au sol, se déclare prête pour un soutien logistique.

La France s'enthousiasme pour une décision onusienne devant permettre l'exécution du plan d'intervention concocté par la Cédéao et Bamako.

Laurent Fabius ne perd pas espoir et s'attend à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunisse au cours de la semaine et rende son verdict.

S. A. I.

SELLAL FACE À LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

L'Algérie, seule banlieue sûre de Bruxelles...

Tout n'est pas ruines, cendres, exodes, crises profondes, pauvreté, misère et désolation autour de Bruxelles. L'Algérie de Sellal reste l'une des rares opportunités d'affaires de l'Union européenne dans le continent et dans sa proche banlieue géographique. Les lignes ont bougé et l'Algérie peut se placer pour chercher une place d'honneur.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

L'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal, tête dans l'eau pour encore de longues et longues années. La Tunisie, désargentée, sous tension islamo-salafiste, l'Egypte ne sait pas quoi ni comment agir face à l'intérêt d'Israël et les exigences sociales d'une autre dimension, la Libye, ah la Libye ! qui peut croire que l'après-Gueddafi enfantera un Etat sérieux, rationnel et crédible ?

Si peu de monde, en définitive, même ceux qui ont déclenché la guerre punitive contre l'auteur du Livre Vert n'osent pas dire que demain sera bon pour les Tripolitains, les Mesradis, ceux de Benghazi ou de l'immensité désertique du pays, la Libye, c'est certain, sera livrée à elle-même, seules les

compagnies pétrolières américaines et quelques autres de l'Europe de l'Ouest continuent en paix à pomper.

L'extraction du pétrole étant sécurisée et garantie. Aucun risque à ce niveau. La Syrie que Moscou ne lâche pas a les capacités militaires de tenir, d'éviter le «printemps arabe» mais à quel prix ? Les pays, isolé du reste du monde, est déjà exsangue économiquement, son économie va à vau l'eau et personne n'ose prétendre que l'opposition armée à Bachar Al Assad constitue une alternative crédible.

L'avenir de la Syrie c'est, à quelques variantes près, le présent de l'Irak. Un pays divisé en ethnies et en mosquées d'obédiences diverses, guerroyant les unes contre les autres et n'ayant aucun respect pour l'Etat fédéral.



Photo : Samir Sid

Abdelmalek Sellal.

Corrompu, dépassé par les événements et devant tout à l'occupant, le régime de Baghdad ne tiendra pas longtemps, c'est sûr.

Déjà, les investisseurs étrangers ainsi que les diplomates s'adressent directement aux

entités fédérées sans passer formellement par la porte de Baghdad. L'Irak en fait n'existe plus. Le Maroc, pauvre, sans attrait économique, ne peut donner que ce qu'il a.

Du tourisme, du sexe bon marché et de la quiétude pour

riches de la planète, ça ne fait pas une économie. Ce bref rappel géopolitique, cette actualité de l'histoire, cet arrêt sur image pour comprendre que l'Algérie de Sellal reste, en définitive, la pièce économique maîtresse par l'Europe.

Tout autour de Bruxelles brûle, n'est que cendres, guerres, crises profondes, désolation, exodes massifs, Etats en désagrégation, régimes en décomposition avancée.

L'Union européenne, dont la locomotive, le grand argentier, l'Allemagne, n'en peut plus, ne peut plus faire affaires ni en Europe, ni dans le flanc sud du continent. Seule lueur d'espoir, l'Algérie, l'exécutif Sellal.

Avec son potentiel économique hors-normes, ses capacités de mettre beaucoup d'argent et ses immenses besoins en presque tout, l'Algérie est, désormais, un pays de Cocagne pour Bruxelles.

A Sellal et son équipe de bien négocier l'affaire. C'en est une, assurément...

A. M.